

L'an DEUX MIL TROIS, le MARDI 16 DECEMBRE, à 15 h 15, le Conseil Municipal de Saint-Denis s'est assemblé en sixième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire (séance clôturée à 20 h 00).

ETAIENT PRESENTS

HOARAU / Christian ALBANY / Albert LEBON / Georges FRUTEAU DE LACLOS / Pascal HO-CHUI / Jean-Claude PAYET / Rose Mai AIMART / Freddy SAMY / Marie-Ghislaine RAMASSAMY (arrivée à 15 h 22, avant examen des Rapports) / Daniel POUNY / Jean-Baptiste RIVIERE / Jeannine SISAHAYES / Pascal GRONDIN (arrivé à 15 h 26, avant examen des Rapports) / Marie Julianne BABEF / Antoine Henri LAURET / Jean-Pierre FOURTOY / Marie-Aillette DE FLORE / Hervé MARODON / Nicole LAURET / Josiane PEPIN / Charles-Henri GERARD / Jean-Pierre SERVEAUX / Rose-May LAW KI (arrivée à 16 h 36, au Rapport n° 03/6-01) / Nadine ECLAPIER / Jean-Hugues POYNIN / Marie Jocelyne AUBRAS / Marie-Claude DAMON (arrivée à 15 h 54, au Rapport n° 03/6-01) / Sonia IBAO / Richemont SOUCRAMANIEN / Nalini VELOUPOULE-MERLO / Nathalie CLAIN (arrivée à 16 h 53, au Rapport n° 03/6-01) / Michel TAMAYA / Edith NALEM / Sudel FUMA / Alain ARMAND (arrivé à 15 h 25, avant examen des Rapports) / Hajasoa PICARD / Marie Monique ORPHE

ETAIENT REPRESENTES

Nassimah MANGROLIA-DINDAR

Patricia HOARAU

Patricia SALIMINA

Claudine GERMAIN

Hélène YOULA

Minh NGUYEN

pour la durée de la séance

par Gino PONIN-BALLOM

par Jean-Jacques MOREL

par Jean-Baptiste RIVIERE

par Hervé MARODON

par René-Paul VICTORIA

par Serge HOARAU

Edith NALEM

à son départ

par Alain ARMAND

Marie-Cécile SEIGLE-VATTE

pour la durée de la séance

par Michel TAMAYA

Les membres présents (41 sur 55) formant la majorité de ceux actuellement en exercice ont pu délibérer en exécution de l'Article 50 de la Loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (Article L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Il a été, conformément aux dispositions de l'Article 52 de la Loi du 5 avril 1884 (Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales), procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance pris dans le sein du Conseil Municipal. Nalini VELOUPOULE-MERLO a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ORDRE DU JOUR DE SEANCE

(examen reporté à une séance ultérieure)

L'examen des Rapports n° 03/6-20 et n° 03/6-27 a été reporté à une séance ultérieure du Conseil Municipal.

MISE AUX VOIX DES RAPPORTS

en application de l'Article L. 2131-11 du Code Général
des Collectivités Territoriales et en l'absence momentanée du Maire

- Jean-Jacques MOREL

Rapport n° 03/6-11

en remplacement du Maire -sorti momentanément-

- Dominique FOURNEL

Rapport n° 03/6-12

en remplacement du Maire -sorti momentanément-

et Rapport n° 03/6-13

et de Jean-Jacques MOREL -élu intéressé (SIDR)-

SIDR Société Immobilière du Département de La Réunion

.../...

MISE AUX VOIX DES RAPPORTS

en application de l'Article L. 2131-11 du Code Général
des Collectivités Territoriales et en l'absence momentanée du Maire

(suite)

- Jean-Jacques MOREL du Rapport n° 03/6-14
en remplacement du Maire -sorté momentanément- au Rapport n° 03/6-26
- ... en remplacement du Maire
- ... et de Jean-Jacques MOREL -élus intéressés (ADPE)-
- ADPE Association Dionysienne de Promotion Economique

DEPLACEMENTS D'ELUS

en application de l'Article L. 2131-11 du Code Général
des Collectivités Territoriales

Conformément aux dispositions de l'Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

MEMBRES DE LA (L')

- Jean-Jacques MOREL SIDR Rapport n° 03/6-12
et Rapport n° 03/6-13
- Christian ALBANY ASAR Rapport n° 03/6-23
- René-Paul VICTORIA ADPE Rapport n° 03/6-31
- Jean-Jacques MOREL
- Ibrahim DINDAR
- Serge HOARAU
- Christian ALBANY
- Jean-Claude PAYET
- Jean-Hugues POYNIN
- Sonia IBAO

SIDR Société Immobilière du Département de La Réunion
ASAR Association Sportive Automobile Réunion
ADPE Association Dionysienne de Promotion Economique

DEPLACEMENTS D'ELUS en Salle des Délibérations pendant les travaux

- hors application de l'Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales -

- hors application de l'Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales -

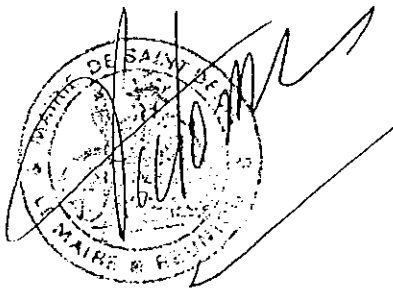
Elus	Horaires	Remarques
ARRIVEES		
Marie-Ghislaine RAMASSAMY	à 15 h 22	avant examen des Rapports
Alain ARMAND	à 15 h 25	
Pascal GRONDIN	à 15 h 26	
Marie-Claude DAMON	à 15 h 54	au Rapport n° 03/6-01
Rose-May LAW KI	à 16 h 36	
Nathalie CLAIN	à 16 h 53	
DEPLACEMENTS		
Marie Jocelyne AUBRAS	de 15 h 47 à 16 h 08	au Rapport n° 03/6-01
Charles-Henri GERARD	de 17 h 17 à 18 h 41	du Rapport n° 03/6-01 au Rapport n° 03/6-18
Alain ARMAND	de 17 h 35 à 17 h 47	du Rapport n° 03/6-03 au Rapport n° 03/6-06
Edith NALEM	de 17 h 35 à 17 h 51	du Rapport n° 03/6-03 au Rapport n° 03/6-06
Sudel FUMA	de 18 h 14 à 18 h 29	du Rapport n° 03/6-10 au Rapport n° 03/6-13
Hajasoa PICARD		

DEPLACEMENTS D'ELUS en Salle des Délibérations pendant les travaux (suite)
- hors application de l'Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales -

Elus	Horaires	Remarques
René-Paul VICTORIA Isabelle PEPIN	DEPLACEMENTS de 18 h 27 à 19 h 35 de 18 h 27 à 19 h 35	du Rapport n° 03/6-11 au Rapport n° 03/6-28 du Rapport n° 03/6-12 au Rapport n° 03/6-26
Edith NALEM	DEPART à 18 h 40	au Rapport n° 03/6-17 <small>procurator à Alain ARMAND</small>

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de la Mairie de Saint-Denis le 26 DEC 2003 et que le nombre de Conseillers Municipaux présents a été de 41 sur 55.

LE MAIRE
René-Paul VICTORIA



RAPPORT N° 03/6-19
au Conseil Municipal

OBJET

**PRISE EN CONSIDERATION D'OPERATIONS
D'AMENAGEMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS**

AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

BANDE D'ETUDES DE LA VOIE DE PIEMONT

Le Conseil Communautaire du 22 mai dernier, en arrêtant le projet de Plan de Déplacements Urbains, a également classé la Voie de Piémont au titre des voiries d'intérêt communautaire prioritaires.

L'itinéraire existe déjà pour partie :

- sur Saint-Denis, l'itinéraire existe mais il manque notamment trois franchissements de ravines.

La voie est conçue pour favoriser la circulation des transports collectifs. On s'oriente ainsi vers :

- un itinéraire continu à 2 x 1 voie,
- une priorité aux TC (couloirs d'approche pour les bus...),
- un itinéraire multi-modal (piétons et vélos pris en compte).

Quelles que soient les solutions techniques retenues, l'axe sera exploité avec une forte priorité aux transports publics, sur l'ensemble de son itinéraire. Ces priorités se traduiront essentiellement aux carrefours et à l'insertion dans la circulation et au droit des équipements. Pour ce faire, le PDU de la CINOR impose l'objectif de réserver les emprises nécessaires dans le cadre du PLU de Saint-Denis.

Ainsi, une étude globale de ce projet sera lancée très prochainement par la CINOR au titre de sa compétence « Voirie d'Intérêt Communautaire » afin de définir précisément les tracés et les conditions de la mise en œuvre progressive de la Voie de Piémont.

Pour le territoire de la Commune de Saint-Denis, il s'agit de pouvoir mettre en œuvre le projet et la bande d'études correspondante permettant, sur les secteurs aujourd'hui insuffisamment définis (du fait des options définitives de tracé à mettre en œuvre) :

- d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer selon les dispositions des Articles L. 111-7 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- d'inscrire ces prescriptions au PLU de Saint-Denis dont le projet sera prochainement arrêté.

RAPPORT N° 03/6-10

Cette bande d'études sera annexée au projet de PLU arrêté en cours de révision et soumis à l'enquête publique qui lui est afférente. Ces dispositions sont décrites dans le plan joint en annexe au présent Rapport.

Je vous demande, par conséquent, de prendre en considération ce projet et la bande d'études des Articles L.111-7 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE MAIRE
René-Paul VICTORIA



DELIBERATION N° 03/6-10
du Conseil Municipal
en séance du mardi 16 décembre 2003

OBJET

**PRISE EN CONSIDERATION D'OPERATIONS
D'AMENAGEMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS**

BANDE D'ETUDES DE LA VOIE DE PIEMONT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la Démocratie de Proximité ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Sur le RAPPORT N° 03/6-10 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur Jean-Pierre FOURTOY, Conseiller Municipal, présenté au nom de la Commission Aménagement du Territoire ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Prend en considération le projet de la Voie Piémont et la bande d'études qui lui correspond permettant, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer selon les dispositions des Articles L.111-7 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Pour extrait certifié conforme
Fait à Saint-Denis le, 26 DEC. 2003

LE MAIRE
René-Paul VICTORIA



COMMUNE DE SAINT-DENIS

Bande d'Etude de la Voie de Piémont | Saint-Denis



COMMUNE DE SAINT-DENIS

Voie de piémont
Bande d'étude



Source : Mairie de Saint-Denis (DG), CI
Mars 2003
Mise à jour : Cahier d'analyse Spéciale
MISE A JOUR 19/03/2003

A. C. I.
Mars 2003
A l'étude de la Voie de Piémont 411 101103

CINOR

BANDE D'ETUDE DES FRANGES DU BOULEVARD SUD

COMMUNE

Approuvé par le Conseil Municipal de Saint-Denis
En séance du 17-12-2004
En annexe à la Délibération N° 0416-16

LE MAIRE



INDIEN

EAN

